

• (8.40 p.m.)

M. Colin Cameron (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, j'hésite à participer au présent débat, car il me touche personnellement. Comme j'atteindrai dans un mois ou deux la fin de ma 70^e année, naturellement, dans une certaine mesure, je me sens personnellement en cause. Toutefois, je crois qu'il est temps que quelqu'un de ma génération parle au nom des nombreux Canadiens de mon âge ou qui sont plus âgés et se trouvent dans une situation imputable aux gouvernements actuel et précédents.

Il y a plusieurs façons d'évaluer le degré de civilisation d'un peuple. Nous pouvons l'évaluer peut-être d'après le nombre de voitures qui encombrant nos grandes routes, d'après l'ostentation que manifeste un pays s'appêtant à célébrer son centenaire, ou encore d'après le nombre de nos millionnaires. Il y a de nombreuses façons. Mais j'estime qu'une façon plus juste d'évaluer le degré de civilisation d'un peuple c'est d'examiner comment il traite et considère les enfants et les vieillards.

Ce qui importe, c'est la façon d'envisager la situation des membres les plus vulnérables et les plus faibles de la collectivité. Je pourrais ajouter que même quelqu'un comme moi-même qui attend la retraite sans appréhension, sachant que je vivrai dans une certaine aisance se rend compte qu'à mesure qu'il vieillit, il doit accepter le fait qu'il devient de plus en plus vulnérable et faible et qu'il doit dépendre de plus en plus de la sympathie, la générosité et la bienveillance de son prochain.

Il me semble, monsieur l'Orateur, que c'est un terrible indice du degré de civilisation des Canadiens que le gouvernement refuse à prendre les mesures voulues pour soulager ceux de mon âge ou plus âgés. Il est tout à fait révoltant que les Canadiens, n'ayant jamais connu la faim, le désespoir, la misère et la pauvreté au sein d'une société qui se croit la plus riche du monde sauf une, se permettent de laisser des centaines de milliers de leurs concitoyens dans la misère.

Je pense à la vieille dame de ma circonscription que j'ai rencontrée par hasard il y a quelques semaines. Elle est contrainte de se nourrir de flocons de maïs au cours de la dernière semaine du mois en attendant qu'arrive son chèque. Elle a semblé assez étonnée lorsque je lui exprimai mon indignation. «Oh, il y en a bien d'autres comme moi,» m'a-t-elle dit. «Certains mangent du blé filammenté, mais je préfère les flocons de maïs et je survis jusqu'au prochain chèque. Elle était plutôt philosophe. Elle trouvait assez déplorable d'être laissée dans une telle condition alors

qu'elle avait durement travaillé toute sa vie, mais elle supposait qu'un jour le Parlement arriverait à assurer un revenu qui pourrait procurer plus que des flocons de maïs, la dernière semaine du mois.

Je sais qu'on nous répétera souvent comme on l'a fait dans le passé que nous ne pouvons nous permettre cette augmentation. Je sais que dans les éditoriaux de toutes les pages financières des journaux de ce pays on nous avertira qu'il faut procéder avec soin, et que nous ne devons pas nous jeter, tête basse, dans une formule d'État paternaliste.

On nous demandera, je sais, d'où viendra l'argent. Nous pourrions proposer un certain nombre de sources. Je vais en recommander une. Si nous étions disposés à réduire de moitié les centaines de millions de dollars que nous avons dépensés inutilement, depuis mon arrivée à la Chambre il y a 13 ans, pour ce que l'on appelle la défense, nous pourrions facilement pourvoir aux besoins des personnes âgées de ce pays. Durant tout ce temps, je n'ai pas entendu un seul ministre de la Défense nationale—et j'en ai écouté un bon nombre—nous dire que l'énorme dépense de fonds ait assuré de quelque manière la sécurité des Canadiens. Il s'agit ici d'une question de prestige, et elle n'est pas motivée. Quiconque examine la situation sait fort bien que le Canada ne peut apporter aucune contribution valable à l'effectif militaire du monde occidental. Mais, pour des raisons de prestige, nous continuons de gaspiller notre argent et de dire que nous ne pouvons nous permettre d'aider nos vieillards. C'est là une échelle des valeurs scandaleuse.

Un représentant d'une des petites nations des Caraïbes me le rappelait l'autre jour. Je lui ai demandé si son pays possédait une armée. Il a dit qu'il n'en avait pas les moyens. Il a ajouté en souriant qu'il espérait que son pays aurait trop de bon sens pour prétendre le contraire. L'allusion était parfaitement évidente: il estimait que nous n'en avions pas autant, de bon sens, qu'il en espérait pour son peuple.

Jadis, les indigènes de l'île de Vancouver réglaien de façon très simple les problèmes de leurs vieillards. Quand ceux-ci ne pouvaient plus contribuer au travail et au bien-être de la tribu, on les parquait sur le bord de la mer à marée basse avec un petit paquet de nourriture. La tribu s'en retournait et laissait la nature suivre son cours. Nous ne sommes pas tout à fait aussi généreux, parce que nous laissons à nos vieillards un peu d'argent qui leur permet de survivre assez longtemps pour regretter d'avoir passé le meilleur de leur vie à œuvrer au profit de la collectivité canadienne et de s'être fiés à